

Pierre Béliveau, Martin Vauclair, *Traité général de preuves et de procédure pénales*, 7^e édition, Montréal, Thémis, 2000, 1086 pages, ISBN 2-89400-133-9

Albert Bohémier, Henri Massüe-Monat, *Bankruptcy and Insolvency Act — Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, Montréal, Thémis, 2000, 729 pages, ISBN 2-89400-140-1

Jean-Maurice Brisson, Nicholas Kasirer, *Code civil du Québec, édition critique 2000-2001*, 8^e édition, Cowansville, Yvon Blais, 2000, 1706 p., ISBN 2-89451-419-0

Martin Imbleau, *Code international des droits de la personne — International Human Rights Code*, Édition privée sous la direction de Martin Imbleau, Cowansville, Yvon Blais, 2000, 472 pages, ISBN 2-89451-431-X

Gisèle Laprise, *Les outils du raisonnement et de la rédaction juridique*, Thémis, 2000, 261 pages, ISBN-2-89400-079-0

Guy Lefebvre (dir.), *L'édification du nouveau droit de la construction*, Les journées Maximilien-Caron 1999, Montréal, Thémis, 2000, 289 pages, ISBN 2-89-4000-127-4

Paul Martel, *Précis de droit sur les compagnies au Québec, Le manuel de l'étudiant*, 1^{re} édition, Montréal, Wilson & Lafleur, 2000, 1086 pages, ISBN 2-920831-81-X

André Münch, *L'expertise en écritures et en signatures*, Septentrion, 2000, 233 pages, ISBN 2-89448-145-4

Hubert Reid, Julien Reid, *Code de procédure civile du Québec. Complément, jurisprudence et doctrine*, 15^e édition, Collection Alter Ego, Montréal, Wilson & Lafleur, 1999, 1169 pages, ISBN 2-89127-461-X

Hubert Reid, Julien Reid, *Code de procédure civile du Québec. Complément, jurisprudence et doctrine*, 16^e édition, Collection Alter Ego, Montréal, Wilson & Lafleur, 2000, 1265 pages, ISBN 2-89127-499-7

Michel Sansfaçon, *L'indemnisation des victimes d'accidents du travail et des maladies professionnelles. Aspects juridiques en droit québécois*, 2^e édition, Wilson & Lafleur, 2000, 488 pages, ISBN 2-89127-506-3

Julie Senécal, Marie-Sophie Poulin, Francine Danais et Josée Robert

Volume 31, numéro 4, 2001

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1028006ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1028006ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Wilson & Lafleur, inc.

ISSN

0035-3086 (imprimé)

2292-2512 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Senécal, J., Poulin, M.-S., Danais, F. & Robert, J. (2001). Compte rendu de [Pierre Béliveau, Martin Vauclair, *Traité général de preuves et de procédure pénales*, 7^e édition, Montréal, Thémis, 2000, 1086 pages, ISBN 2-89400-133-9 / Albert Bohémier, Henri Massüe-Monat, *Bankruptcy and Insolvency Act — Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, Montréal, Thémis, 2000, 729 pages, ISBN 2-89400-140-1 / Jean-Maurice Brisson, Nicholas Kasirer, *Code civil du Québec, édition critique 2000-2001*, 8^e édition, Cowansville, Yvon Blais, 2000, 1706 p., ISBN 2-89451-419-0 / Martin Imbleau, *Code international des droits de la personne — International Human Rights Code*, Édition privée sous la direction de Martin Imbleau, Cowansville, Yvon Blais, 2000, 472 pages, ISBN 2-89451-431-X / Gisèle Laprise, *Les outils du raisonnement et de la rédaction juridique*, Thémis, 2000, 261 pages, ISBN-2-89400-079-0 / Guy Lefebvre (dir.), *L'édification du nouveau droit de la construction*, Les journées Maximilien-Caron 1999, Montréal, Thémis, 2000, 289 pages, ISBN 2-89-4000-127-4 / Paul Martel, *Précis de droit sur les compagnies au Québec, Le manuel de l'étudiant*, 1^{re} édition, Montréal, Wilson & Lafleur, 2000, 1086 pages, ISBN 2-920831-81-X / André Münch, *L'expertise en écritures et en signatures*, Septentrion, 2000, 233 pages, ISBN 2-89448-145-4 / Hubert Reid, Julien Reid, *Code de procédure civile du Québec. Complément, jurisprudence et doctrine*, 15^e édition, Collection Alter Ego, Montréal, Wilson & Lafleur, 1999, 1169 pages, ISBN 2-89127-461-X / Hubert Reid, Julien Reid, *Code de procédure civile du Québec. Complément, jurisprudence et doctrine*, 16^e édition, Collection Alter Ego, Montréal, Wilson & Lafleur, 2000, 1265 pages, ISBN 2-89127-499-7 / Michel Sansfaçon, *L'indemnisation des victimes d'accidents du travail et des maladies professionnelles. Aspects juridiques en droit québécois*, 2^e édition, Wilson & Lafleur, 2000, 488 pages, ISBN 2-89127-506-3]. *Revue générale de droit*, 31(4), 801-810. <https://doi.org/10.7202/1028006ar>

Droits d'auteur © Faculté de droit, Section de droit civil, Université d'Ottawa, 2001

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

NOTULES

Pierre BÉLIVEAU, Martin VAUCLAIR, *Traité général de preuves et de procédure pénales*, 7^e édition, Montréal, Thémis, 2000, 1086 pages, ISBN 2-89400-133-9.

Étant la 7^e édition, le *Traité général de preuves et de procédures pénales* est une fois de plus un ouvrage brillamment conçu pour les étudiants et le praticien en droit. Il est à souligner que les auteurs ont fait un travail remarquablement consciencieux. Il sera facile de constater à la lecture de cet ouvrage que l'honorable Pierre Béliveau et M^e Martin Vaclair ont fait preuve d'une grande rigueur intellectuelle.

Cette édition comporte deux volets. Le premier traite de la preuve pénale et le second, de la procédure. Les auteurs n'ont certes pas négligé de traiter de l'histoire et des sources; d'ailleurs, elles occupent une place importante dans cette édition. En effet, ils tentent à démontrer l'importance cruciale qu'occupe l'histoire dans notre droit pénal. Par ailleurs, il est à noter que les auteurs font preuve d'une sorte de pensée dialectique lorsqu'ils abordent l'évolution du droit dans notre système de justice.

Dans la deuxième partie du livre, les auteurs exposent minutieusement les composantes de notre système judiciaire en passant par les différents paliers policiers, au ministère public et finalement toutes les autres organisations

judiciaires qui composent notre système pénal canadien.

C'est dans la troisième partie intitulée «La preuve pénale», que le vif du sujet est abordé. Il sera traité en premier lieu des principes généraux qui consistent à appliquer les différents moyens de preuve à la lumière de la *Charte des droits et liberté de la personne*. En second lieu, les auteurs font une approche pragmatique de certaines règles particulières. Il sera question entre autres, de la preuve matérielle, les conditions de perquisitions et saisies, les éléments de preuves tirées des personnes et les déclarations judiciaires et extrajudiciaires. Tous ses éléments de preuve visent à assurer à l'accusé un procès juste et équitable dans notre système de justice canadien.

La dernière partie porte sur la procédure pénale; les auteurs traitent tout d'abord dans le premier chapitre divisé en trois sections, de la procédure avant procès. La première section est consacrée aux atteintes policières et à la liberté de l'individu sans autorisation judiciaire. Dans la deuxième section, les auteurs traitent des différents mécanismes de la poursuite et du droit à la communication de la preuve. Finalement la troisième section est consacrée à l'après poursuite, aux arrestations avec mandat, à la mise en liberté provisoire, à la révision judiciaire et enfin, au contrôle de la suffisance de preuve. Le deuxième chapitre

aussi divisé en plusieurs sections, traite essentiellement de la façon dont se déroule un procès, le prononcé de la peine et les frais.

En terminant que dire de plus de cet ouvrage raffiné et comportant un inventaire important de la jurisprudence, de la doctrine et des lois. En fait, tout pour donner au juriste un excellent outil de travail et de référence.

Julie SENÉCAL

Albert BOHÉMIER, Henri MASSÛE-MONAT, *Bankruptcy and Insolvency Act — Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, Montréal, Thémis, 2000, 729 pages, ISBN 2-89400-140-1.

L'édition la plus récente de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* comporte également les *Règles générales sur la faillite et l'insolvabilité* et la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, qui est précédée d'un index, ainsi que les *Formulaires de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, qui sont également suivis d'un index.

Dans le but de faciliter la consultation de la Loi, les amendements de 1997, 1998, 1999 ainsi que ceux de la *Loi visant à moderniser le régime d'avantages et d'obligations dans les Lois du Canada* et de la *Loi de 1999 modifiant les taxes de vente et d'accise* sont reproduits en caractère gras.

Dans certains cas, des renvois sont faits à différents articles de la Loi, à ceux des Règles et aux Formulaires. Toutes les dispositions des Lois et des Règles sont

reproduites en français et en anglais. Les versions des quatre-vingt-douze Formulaires, sont également présentées dans les deux langues officielles.

Les dernières pages de l'édition 2000 de cet ouvrage comptent en Appendice B, une table de concordance des formulaires qui y sont inclus ainsi qu'un index analytique de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

Marie-Sophie POULIN

Jean-Maurice BRISSON, Nicholas KASIRER, *Code civil du Québec, édition critique 2000-2001*, 8^e édition, Cowansville, Yvon Blais, 2000, 1706 p., ISBN 2-89451-419-0.

Les auteurs ont voulu reprendre le travail amorcé par M^e Paul-André Crépeau du Centre de recherche en droit privé et comparé du Québec. Tout en ne reproduisant que la législation adoptée, ils y ont apporté une amélioration en notant, à l'aide d'un sigle, les différences entre les versions française et anglaise, source de nombreuses questions d'application juridique. Il ne suffit maintenant que d'un simple coup d'œil pour se rendre compte des multitudes divergences entre les libellés français et anglais qui amènent ainsi à l'utilisation des règles d'interprétation.

Cette édition du Code civil possède plusieurs qualités. À jour, en date du 15 juin 2000, il rassemble le texte du Code et les règlements relatifs ainsi que quinze lois connexes. L'ouvrage contient

au niveau du Code civil lui-même les modifications, dispositions transitoires, des notes explicatives ainsi qu'une table des matières et un index analytique. En ce qui a trait aux dispositions transitoires, une table des matières facilite son utilisation et les modifications apportées ainsi que des extraits de la *Loi sur l'application de la réforme du Code civil* y sont inclus. Les tables de concordance entre le *Code civil du Bas Canada* et le *Code civil du Québec* permettent de retracer le cheminement d'une disposition.

De grandeur minimale, soit seulement 11 cm x 16 cm, il se transporte facilement et demeure pratique. Il laisse le soin à son utilisateur d'inscrire ses propres annotations ou références. La reliure est souple et résistante.

Francine DANAIS

Martin IMBLEAU, *Code international des droits de la personne — International Human Rights Code*, Édition privée sous la direction de Martin Imbleau, Cowansville, Yvon Blais, 2000, 472 pages, ISBN 2-89451-431-X.

Membre du Barreau du Québec exerçant le droit à Montréal dans les domaines du droit administratif et réglementaire, Martin Imbleau présente ce Code de documents internationaux relatifs aux droits de la personne et aux domaines qui y sont rattachés.

Le *Code international des droits de la personne* est divisé en cinq grandes parties, soit le sys-

tème onusien, le système européen, le système interaméricain, le système africain ainsi que d'autres documents divers.

La première partie portant sur le système onusien présente douze documents relatifs aux droits de la personne, allant de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* au *Pacte international relatif aux droits civils et politiques* et aux protocoles facultatifs s'y rapportant. L'ouvrage présente également la *Convention relative aux droits de l'enfant*, la *Convention contre la torture et autres peines et traitements cruels* et, entre autres, la *Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes*.

La deuxième partie sur le système européen compte quinze documents dont font partie la *Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales*, la *Charte sociale européenne* ainsi que la *Charte européenne des langues régionales ou minoritaires*.

La partie troisième portant sur le système interaméricain présente neuf documents, par exemple la *Déclaration américaine des droits et devoirs de l'Homme*, la *Convention interaméricaine pour la prévention et la répression de la torture* ainsi que le *Statut de la Cour interaméricaine des droits de l'homme*.

La *Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples* ainsi que la *Charte africaine sur les Droits et le Bien-être de l'Enfant* ne sont que deux des cinq documents faisant partie de la

quatrième section sur le système africain.

La dernière et cinquième partie de l'ouvrage présente la *Convention relative au statut de réfugiés*, la *Charte arabe des droits de l'Homme*, la *Déclaration et programme d'Action de Vienne*, *Conférence mondiale sur les droits de l'Homme*.

Tous les documents sont présentés en français et anglais, les deux langues les plus utilisées de cette branche du droit international. La toute fin de l'ouvrage compte un index analytique ainsi qu'un index par sujet.

Ce *Code international des droits de la personne* se veut une initiative offrant un excellent moyen de repérer d'un coup d'œil les documents pertinents à la pratique du droit international de la personne sur les cinq continents. Il s'avère un outil indispensable pour les étudiants et juristes effectuant des recherches dans ce domaine du droit.

Marie-Sophie POULIN

Gisèle LAPRISE, *Les outils du raisonnement et de la rédaction juridique*, Thémis, 2000, 261 pages, ISBN-2-89400-079-0.

Ce prodigieux ouvrage de M^e Gisèle Laprise, professeure à l'Université de Montréal, offre aux étudiants de précieux conseils. Tel qu'indiqué par le titre, l'auteure nous amène à maîtriser la rédaction, à développer un raisonnement juridique et nous illustre les différentes étapes d'une recherche bien accomplie.

Ce recueil est le résultat de plusieurs autres ouvrages qui ont été condensés et simplifiés en un seul petit volume. Les différentes divisions de chapitres et de sous-chapitres rendent faciles la lecture et la compréhension de ce livre conçu avec ingéniosité.

Cet outil, que je qualifierais d'indispensable pourrait simplifier l'encadrement pédagogique des étudiants en droit. En effet, celui-ci, permettra aux utilisateurs de résumer une décision, solutionner un problème juridique à partir de faits et de situations. Un des aspects intéressants de cet ouvrage, est qu'on y traite du processus et des motifs justifiant les décisions rendues par les juges.

En terminant, l'auteur présente certaines techniques de repérage sur support papier relatives à la jurisprudence et la doctrine québécoises. Ce qui retiendra davantage l'attention du lecteur, ce sont les méthodes proposées par M^e Gisèle Laprise concernant la rédaction de commentaires de décision, la dissertation juridique, l'avis juridique et la construction d'un plan détaillé.

Je recommande fortement ce petit volume pour les personnes désirant accomplir un travail de recherche et de rédaction juridique.

Julie SENÉCAL

Guy LEFEBVRE (dir.), *L'édification du nouveau droit de la construction*, Les journées

Maximilien-Caron 1999, Montréal, Thémis, 2000, 289 pages, ISBN 2-89-4000-127-4.

À chaque année depuis dix ans, des experts se rassemblent dans le cadre des Journées Maximilien-Caron afin d'échanger sur divers domaines du droit. Chaque rassemblement concerne un sujet en particulier. Cet ouvrage collectif présente les Actes de la dixième édition des Journées Maximilien-Caron. En effet, Guy Lefebvre, président du comité organisateur de ce colloque, a regroupé neuf textes d'experts en droit de la construction pour publication. Ainsi, nous ferons état des grandes lignes de chacun de ces textes afin de donner l'essentiel du contenu de l'ouvrage.

Le plan de ce volume se constitue d'une table des matières ainsi que les textes qui y sont présentés. La nature de l'ouvrage peut justifier le manque de tables contenant les références à la jurisprudence, doctrine ou législation citées placées en fin de volume. Mais il nous appert qu'un index analytique pourrait constituer un outil pertinent dans toute publication future des textes de ce colloque annuel. Cela permettrait au lecteur de retracer facilement l'information qu'il recherche.

Le corps du volume se divise en cinq parties. En première partie, les droits et les obligations de l'entrepreneur et du donneur d'ouvrage comportant un texte d'André Simard et un de Bernard B. Quinn. En deuxième partie, le développement récent en droit de la construction : l'hypothèque lé-

gale du constructeur. On y retrouve des textes de Jean A. Savard et René Tinawi. Ensuite, les sûretés et les garanties (Pamela McGovern et Serge Crochettièrre). En quatrième partie, les appels d'offres et les ententes de libéralisation des marchés (Olivier F. Kott, Claudia Béry et Éric Tumberry). Finalement, les recours pénaux contre les dirigeants d'entreprises résultant d'accidents sur les chantiers (Pierre-Yves Leduc).

Dans la section concernant les développements récents en droit de la construction, M^e Jean A. Savard, avocat dans le cabinet Ogilvy Renault, fait état de la plus récente jurisprudence dans ce domaine. On y retrouve ainsi des résumés jurisprudentiels succincts fait par l'auteur entre autres, en matière d'hypothèque légale.

Cet ouvrage, regroupant des textes d'experts, s'avère être un outil important pour la personne désirant mettre à jour ses connaissances en matière de droit de la construction ou pour répondre aux questions sur des sujets pointus. Par contre, il s'avérerait inefficace pour le lecteur qui recherche un volume d'introduction à ce domaine. Nous ne croyons pas que cela en soit l'objectif premier. Nous le recommandons donc à toute personne intéressée par le droit de la construction puisque la variété des sujets, l'expérience des auteurs ainsi que la qualité de la recherche en font un excellent ouvrage.

Josée ROBERT

Paul MARTEL, *Précis de droit sur les compagnies au Québec, Le manuel de l'étudiant*, 1^{re} édition, Montréal, Wilson & Lafleur, 2000, 1086 pages, ISBN 2-920831-81-X.

Depuis déjà quinze ans, les étudiants se réfèrent à l'ouvrage de M^e Paul Martel comme manuel d'introduction au droit des compagnies. Il s'agit en effet d'un outil essentiel et le point de départ pour l'étudiant qui désire bien saisir le vaste contenu de ce domaine. Ce volume rempli d'exemples concrets et d'explications concises énonce les grands principes du droit des compagnies tant en vertu de la loi fédérale que de la loi provinciale. Il s'agit en effet d'une reliure du volume à feuilles mobiles *La compagnie au Québec, les aspects juridiques*, (tome 1) adressé aux praticiens et aux entreprises. En avant-propos, l'auteur qualifie l'ouvrage de « quasi rébarbatif pour [l]es étudiants ». C'est ainsi que celui-ci, avec la collaboration de M^e Maurice Martel, a retravaillé tout le texte afin de mieux répondre aux besoins des étudiants.

C'est avec ses années d'expertise en droit des compagnies au sein du cabinet Fasken Martineau Dumoulin et en tant que conseiller spécial du Procureur général du Canada pour la réforme de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* que M^e Paul Martel a révisé cet ouvrage. Parmi les modifications effectuées, on a supprimé plusieurs notes infrapaginales, les passages dits « techniques et à caractère pointu » et plusieurs références aux compagnies provinciales Partie I.

L'ouvrage conserve toujours 35 chapitres mais ceux-ci ont été remaniés permettant ainsi au lecteur de consulter un volume plus clair et structuré. En effet, certaines notions ont été dissociées telles l'acquisition et l'échange d'actions (c. 18), d'autres regroupées à savoir les catégories, les séries, les droits, les privilèges et les restrictions aux actions (c. 19). Enfin, toutes les explications relatives à la convocation et à la tenue d'assemblées se retrouvent sous le même chapitre (c. 28). De plus, le texte a été complètement mis à jour. On y retrouve donc tous les changements terminologiques apportés par la *Loi concernant l'harmonisation au Code civil des lois publiques* de novembre 1999 ainsi que les modifications effectuées au tarif des droits en vertu des lois provinciales en avril 2000.

Cet ouvrage suit un plan traditionnel qui s'avère efficace. Il contient en effet une table des matières précise, une liste complète des abréviations, le corps de l'ouvrage et un index analytique. Nous avons constaté que les tables de jurisprudence et de doctrine citées avaient été supprimées de cette édition. Nous sommes d'avis que celles-ci constituaient des outils fort utiles pour repérer l'information ainsi recherchée et espérons les revoir dans une édition future. Par contre, tout au long de l'ouvrage, on retrouve des tableaux récapitulatifs facilitant l'assimilation des notions et la recherche rapide d'information.

En bref, cet ouvrage complètement remodelé s'avère conserver, sinon accroître, son efficacité.

Même si celui-ci s'adresse principalement aux étudiants, il n'est pas rare de croiser un avocat avec la reliure orange dans les mains. Ce volume constitue l'outil de base pour toute étude en droit des compagnies. Il est d'ailleurs intéressant de noter que l'auteur traite des principales modifications qui seront bientôt apportées à la législation fédérale. Il sera intéressant de constater dans une prochaine édition les commentaires de M^e Paul Martel à leur sujet.

Josée ROBERT

André MÜNCH, *L'expertise en écritures et en signatures*, Septentrion, 2000, 233 pages, ISBN 2-89448-145-4.

André Münch a travaillé de nombreuses années dans le domaine de l'expertise comparative d'écritures et de signatures au sein d'un laboratoire gouvernemental. Les magistrats, les avocats, les enquêteurs et le simple citoyen ont eu recours un jour ou l'autre à ses services afin d'examiner l'écriture et les signatures de personnes au profil fraudeur.

C'est ainsi que l'auteur, par la compilation d'années d'expériences dans ce domaine spécifique, a décidé d'écrire ce livre, afin d'aider les gens qui ont recours à ses services. Il veut amener le lecteur à mieux comprendre les aspects souvent mal connus de l'expertise d'écritures et de signatures. Bien qu'il n'ait aucune table des matières, il n'est certes pas difficile de s'y retrouver. D'ailleurs ce livre fut conçu avec une grande clarté.

Cet ouvrage est essentiellement un outil de travail destiné à la personne qui œuvre dans le domaine juridique pour lui permettre de comprendre ce qu'est l'expertise d'écritures et de signatures. De plus, il nous donne des trucs pour reconnaître les différents types d'écritures. L'auteur explique de façon concrète la détection de faux, soit la non-authenticité des documents lorsque ceux-ci doivent faire l'objet de document authentique.

Finalement que dire de plus que cet ouvrage contient plusieurs méthodes pratiques afin d'identifier l'imitation de signatures, la falsification de documents et l'écriture empruntée.

Ce livre est certes un outil fort agréable à consulter pour en connaître davantage sur le domaine de l'expertise en écriture. Il fait preuve d'une bonne vulgarisation, ce qui en simplifie sa compréhension.

Julie SENÉCAL

Hubert REID, Julien REID, *Code de procédure civile du Québec. Complément, jurisprudence et doctrine*, 15^e édition, Collection Alter Ego, Montréal, Wilson & Lafleur, 1999, 1169 pages, ISBN 2-89127-461-X.

Hubert REID, Julien REID, *Code de procédure civile du Québec. Complément, jurisprudence et doctrine*, 16^e édition, Collection Alter Ego,

Montréal, Wilson & Lafleur, 2000, 1265 pages, ISBN 2-89127-499-7.

L'Alter Ego du *Code de procédure civile* est toujours une référence indispensable pour les praticiens, les chercheurs et les étudiants. En effet, cette 16^e édition mise à jour au 31 décembre 1999 est un excellent point de départ pour les « personnes qui désirent prendre une connaissance générale et globale de l'état actuel du droit dans les principaux champs d'activité juridique de notre pays », ainsi énonce le directeur de la collection dans l'avant-propos de sa cinquième édition parue en 1989. Vous trouverez ainsi une référence à l'ensemble des décisions rendues durant l'année 1999 par la Cour suprême du Canada, la Cour fédérale et la Cour d'appel du Québec. En ce qui concerne les autres tribunaux, les recherches retenues par les auteurs ont été effectuées dans la majorité des grands recueils de jurisprudence et se sont terminées dans les dernières parutions de ceux-ci en 1999.

Hubert Reid, avocat et professeur titulaire à la Faculté de l'Université Laval et son fils Julien Reid, avocat chez Fasken Martineau Dumoulin, proposent à l'utilisateur une méthode de recherche simple et structurée de l'ouvrage. Il s'agit d'abord de repérer l'article du *Code de procédure civile* le plus pertinent à notre problème et ensuite consulter l'Alter Ego sous ce même numéro. De plus, il est recommandé d'utiliser l'index du Code « en cas de connaissances insuffisantes du contenu des dispositions du

Code ou de doute quant à celles qui devraient s'appliquer ». On trouve à chaque numéro des notes explicatives et des résumés de la jurisprudence préparés par les auteurs ainsi que des références à des textes doctrinaux et législatifs pertinents. En second lieu, il est possible de compléter l'information trouvée en consultant la référence sous la lettre « p » qui renvoie à un autre article qui pourrait s'avérer pertinent. Finalement, il faudra avoir recours aux instruments traditionnels de documentation si la méthode proposée n'a pas permis de repérer toute l'information recherchée (se référer à la page 8 de l'ouvrage pour le détail de cette méthode).

Tout comme l'édition de 1999, cet ouvrage se divise en cinq sections bien identifiées permettant à l'utilisateur de compléter ou de procéder à une recherche de façon rapide et succincte. En effet, il est constitué d'une table des abréviations, la jurisprudence et la doctrine, une table de la doctrine, une table de la jurisprudence et une table des lois et règlements cités. Il est ainsi possible d'utiliser le volume en ayant comme point de départ une disposition autre que provenant du *Code de procédure civile*.

Cet ouvrage est utilisé depuis plusieurs années déjà. Le directeur de la collection a énoncé en 1989 « [qu']un Alter Ego, selon le *Dictionnaire Robert*, est une personne de confiance qu'on peut charger de tout faire à sa place ». Il avait ajouté qu'il souhaitait que les œuvres à paraître dans cette collection reflètent cet objectif qu'il recherchait. Nous pou-

vons dire sans équivoque que l'objectif a été atteint et qu'il est devenu une référence sûre en matière d'instrument de documentation pour la recherche de références relatives au *Code de procédure civile*. La prochaine édition est attendue avec beaucoup d'impatience puisqu'elle évoquera certes à nouveau l'efficacité et la justesse de l'ouvrage.

Josée ROBERT

Michel SANSEFAÇON, *L'indemnisation des victimes d'accidents du travail et des maladies professionnelles. Aspects juridiques en droit québécois*, 2^e édition, Wilson & Lafleur, 2000, 488 pages, ISBN 2-89127-506-3.

M^e Michel Sansfaçon, a œuvré comme praticien en droit du travail et en droit de la santé et de la sécurité du travail. Il nous propose un livre englobant toutes les facettes du droit du travail québécois. Précisons que cet ouvrage s'adresse autant aux étudiants en droit qu'aux praticiens du droit. Il s'avère d'abord un outil complet dans le domaine des accidents du travail et des maladies professionnelles.

L'objectif premier de l'auteur est de présenter au lecteur les principes généraux qui régissent le droit des lésions professionnelles. Cela reflète d'ailleurs la jurisprudence qui fut élaborée dans le même sens. Il est à constater que ce livre est dédié aux règles juridiques applicables aujourd'hui à l'indemnisation des victimes de

lésions professionnelles. Il fut impossible de tout rassembler les dispositions prévues à la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (L.A.T.M.P.), mais on y constatera tout de même une étude exhaustive de la réglementation adoptée en vertu de cette Loi.

Fait très important, la doctrine et la jurisprudence sont à jour au 1^{er} décembre 1999, ce qui rend la recherche sur un point particulier plus efficace et plus actuelle. Dans la même optique, mentionnons que l'index est fort agréablement conçu puisque le lecteur s'y repère par concept clé et par ordre alphabétique.

L'ouvrage comprend dix-neuf chapitres, entre autres, une introduction expliquant l'origine de l'indemnisation du dommage qui résulte d'une lésion professionnelle jusqu'à notre temps moderne. Ensuite, l'auteur développe la compétence constitutionnelle, principe fondamental des partages de compétences législatives. Il est à noter que l'auteur n'a pas négligé de nous parler de l'historique et de l'évolution de la L.A.T.M.P. Nous retrouvons également les notions générales plus précisément, l'objectif et l'interprétation, l'ordre public et la responsabilité.

L'auteur expose ensuite le champ d'application de la Loi, des lésions professionnelles, des avis et de la procédure de réclamation. L'auteur aborde l'évaluation médicale et l'assistance médicale. De plus, on y traite des indemnités de décès, de la réadaptation, du droit au retour au travail et de la plainte selon

l'article 32. Finalement ce n'est qu'au chapitre de la Commission des lésions professionnelles (C.L.P.) et des dispositions pénales que le vif du sujet est traité.

En terminant, que dire de plus que cet ouvrage est complet en soi et constitue un instrument bien pratique pour l'étudiant et le praticien.

Julie SENÉCAL